

« La crise offre l'occasion de décarboner l'économie »

Achim Steiner, directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement, prône une croissance « verte »

Entretien

Achim Steiner est directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'institution phare de l'ONU sur les questions d'environnement. Créé en 1972, le PNUE avec un budget de 58 millions de dollars en 2008 – inférieur à celui de l'ONG le Fonds mondial pour la nature – dispose de peu de moyens. A sa tête depuis 2006, Achim Steiner, 47 ans, a lancé en octobre 2008, une « initiative mondiale pour une économie verte » à laquelle il espère convertir les gouvernements et les entreprises. Le sujet sera au menu du Forum annuel mondial sur l'environnement organisé au siège de l'institution à Nairobi, du 16 au 20 février. Une centaine de ministres seront présents. **Depuis des mois, vous plaidez pour que les centaines de milliards de dollars injectés dans les plans de relance servent à créer une économie mondiale moins émettrice de gaz à effet de serre. Quel bilan en tirez-vous ?**

Nous avons une opportunité historique de financer une économie mondiale décarbonée. Il y a urgence. Les coûts économiques associés au changement climatique deviennent de plus en plus lourds. La vulnérabilité des pays pauvres s'accroît et nous pourrions nous rapprocher très rapidement de ce que les scientifiques appellent le « point de bascule » au-delà duquel les conséquences du réchauffement deviendront difficilement gérables.

Jusqu'à présent, seuls quelques gouvernements ont répondu en partie de façon satisfaisante à cette situation. Cela est pour moi un motif d'optimisme mais l'enjeu est maintenant de changer d'échelle et de transformer ces initiatives éparpillées en programmes de grande ampleur.

Quelles initiatives vont particulièrement dans le bon sens ?

La Corée du Sud va consacrer 38 milliards de dollars [près de 30 milliards d'euros] à un « New Deal vert » qui permettra la création d'un réseau de transport écolo-

gique, la dépollution des quatre principaux fleuves du pays, des économies d'énergie dans l'habitat. Une part importante du plan de relance chinois est affectée à des investissements « verts ». Le Japon a également adopté un ambitieux programme pour développer les énergies renouvelables.

Relancer la croissance par la consommation, est-ce vraiment compatible avec la nécessité d'économiser les ressources naturelles ?

Tout dépend de quelle consommation on parle. Celle qui perpétue la vieille économie polluante, ou celle qui soutient une nouvelle économie « verte ». Des études ont montré qu'un climatiseur standard utilisé en Floride émet autant de CO₂ qu'un Cambodgien pendant toute sa vie ou que le lave-vaisselle d'une famille moyenne européenne génère par an autant de gaz à effet de serre que trois personnes en Ethiopie. Cette consommation-là, je ne peux la soutenir.

Notre objectif doit être de réduire notre empreinte écologique. Il y

a plusieurs manières d'y parvenir. Cela ne passe pas nécessairement par un changement de notre mode de vie. Les Japonais parlent, par exemple, d'une économie des 3R dans laquelle les matières pre-

« L'enjeu est de transformer les initiatives éparpillées en programmes cohérents au niveau de chaque pays »

mières sont utilisées en quantité Réduite, Réutilisées ou Recyclées. Tout y devient potentiellement matière première à commencer par les déchets.

Les différentes instances internationales chargées de traiter des questions environnementales ont peu de moyens et aucun pouvoir. La création d'une organisation mondiale de l'environnement est-elle enterrée ?

La réforme de ces différentes

instances – dont le PNUE – reste un sujet de débat. Mais tant que la communauté internationale n'aura pas défini clairement les objectifs qu'elle souhaite atteindre, il sera difficile d'avancer. Il y a cependant un sujet urgent à traiter : celui du financement. Au cours des derniers vingt-quatre mois, quatorze nouveaux mécanismes de financement pour lutter contre le changement climatique ont vu le jour. Un nombre croissant d'acteurs interviennent : acteurs bilatéraux, multilatéraux, fondations privées. Cela conduit à une fragmentation des actions. Il faut mettre de l'ordre dans toutes ces initiatives sinon elles nuiront davantage qu'elles n'aideront à lutter contre le réchauffement.

La création d'un groupe d'experts internationaux sur la biodiversité à l'image de celui qui existe déjà sur le climat, le GIEC, se heurte à l'opposition de nombreux pays, dont le Brésil, l'Inde, les Etats-Unis. Craignent-ils d'être pointés du doigt pour mauvaises pratiques ?

Beaucoup de gouvernements se demandent à quoi servirait cette nouvelle instance. Le GIEC a été créé à un moment où la question du réchauffement était très controversée. Ce n'est pas le cas pour la biodiversité. De nombreux pays font l'expérience de la disparition des espèces. La création de cette instance est néanmoins nécessaire pour guider les politiques publiques. Il existe une multitude d'études et de recommandations pour enrayer la perte de biodiversité. Comment un fonctionnaire peut-il trancher ? Une instance scientifique indépendante et reconnue pourrait de ce point de vue jouer un rôle utile.

A Nairobi, j'interrogerai les gouvernements sur leurs intentions. Une chose est sûre : nous devons agir. Sans attendre que la prise de conscience de l'opinion publique soit mûre. Sinon pour de nombreuses espèces il risque d'être trop tard. ■

Propos recueillis par Laurence Caramel

En Chine, la « révolution verte » pourrait profiter du plan de relance

Relances « vertes » ? 1/5 Les autorités chinoises veulent prolonger les investissements écologiques déjà inscrits dans le plan quinquennal

Les plans de relance économique adoptés dans de nombreux pays sont-ils « verts » ? Le Monde a mené l'enquête dans cinq d'entre eux : en Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, au Japon et, dans ce premier volet, en Chine.

Shanghai
Correspondant

Mauvaise nouvelle, le mégaplan de relance de 4 000 milliards de yuans (400 milliards d'euros) sur deux ans annoncé par Pékin en novembre 2008 doit faire basculer la Chine vers une économie plus centrée sur la consommation intérieure. Bonne nouvelle : conçu dans l'esprit d'une mise à jour de la structure industrielle, il fait la part belle à l'environnement et pourrait bien catalyser la « révolution verte » tant attendue pour rééquilibrer en qualité la croissance chinoise : « Il n'y aura pas un centime de dépense sur les projets qui favorisent la production de masse, ou les secteurs hautement polluants et gourmands en ressources », a prévenu Zhang Ping, le chef de l'agence de planification chinoise, en annonçant l'affectation de 35 milliards d'euros, soit 8 % du total, à la protection de l'environnement.

D'autres dépenses contribuent à améliorer le bilan vert, notamment celles consacrées à l'amélioration des infrastructures urbaines et rurales, ou à la promotion des énergies renouvelables. « Face à la crise financière mondiale, développer une économie verte est probablement un autre domaine pour l'économie », a déclaré au *Financial Times* le premier ministre, Wen Jiabao. Déjà, 1,2 milliard d'euros d'investissements en faveur de l'environnement ont été approuvés dans le cadre du premier train de 10 milliards d'euros d'investissements.

400 milliards sur deux ans

Plan de relance 180 milliards d'euros : transport et électricité. **100 milliards :** reconstruction du Sichuan. **37 milliards :** qualité de vie et infrastructures en zone rurale. **35 milliards :** environnement. **28 milliards :** sécurité sociale et logement. **16 milliards :** innovation. **4 milliards :** santé et éducation. (Source, la revue *Caijing*.)

Eaux usées Le taux de traitement est passé de 34 % à 52 % entre 2000 et 2005. Objectif : 70 % pour 2010 (100 millions de m³ par jour), soit 1 000 stations d'épuration de plus entre 2006 et 2011.

ments annoncés au premier trimestre 2009. De son côté, le ministère de la protection environnementale annonçait, fin janvier, avoir rejeté 11 projets polluants sur 164, principalement des centrales thermiques ou des usines chimiques.

Moderniser les équipements

Dans les faits, le plan de relance a d'abord pour principe d'accélérer les projets inscrits dans le 11^e plan quinquennal chinois (2006-2010), où figuraient les questions environnementales et d'énergie. « Il faut comprendre qu'il y a déjà une vraie démarche systémique, axée sur l'environnement, dans ce plan quinquennal. Ces derniers mois, on a énormément de sollicitations de la part des collectivités, qui nous consultent sur toutes sortes de dossiers liés à l'eau ou aux déchets. Le plan de relance de l'Etat y est pour beaucoup, il y a une nouvelle incitation : les fonds sont disponibles », constate Frédéric Gourdin, président de Suez Environnement en Chine.

Selon M. Gourdin, on assiste en outre à une maturation des projets environnementaux : « Dans le domaine du traitement des eaux, la Chine a multiplié le nombre de stations d'épuration. Maintenant se pose la question du traitement des



Usine polluante au Shanxi. Le ministère de l'environnement a banni désormais de telles usines. REUTERS

boues résiduelles. On va passer plus vite à cette deuxième phase. Même chose sur les déchets, avec plus d'unités spécialisées sur certains types de déchets. Ces actions s'élargissent au monde rural, où les besoins sont énormes pour le traitement des eaux usées, et où les questions sont encore plus complexes », poursuit-il.

Pour les défenseurs de l'environnement, le bilan écologique du plan de relance pousse à l'optimisme, même s'il implique d'être vigilants : « Tous ces nouveaux investissements vont certainement être bénéfiques pour la cause environnementale en Chine. On a accumulé

une trop grande dette vis-à-vis de la nature, et la crise est l'occasion de rembourser. Avec la demande qui chute, des entreprises en profiteront pour moderniser leurs équipements. D'autres, les plus faibles et les plus polluantes, seront poussées à disparaître », estime l'écologiste Ma Jun, directeur de l'Institut pour les affaires publiques et l'environnement, une ONG.

Revers de la médaille, l'obsession de croissance et les inquiétudes sur l'emploi pourraient mettre à l'épreuve le système de contrôle des abus environnementaux : malgré ses pouvoirs plus élargis, le ministère de la protection environ-

nementale reste soumis à toutes sortes de contraintes et d'aléas politico-économiques. Pressé d'agir plus vite, il a déjà dû créer un « corridor vert » pour une approbation plus rapide des projets. A Shenzhen, les évaluations d'impact environnemental peuvent désormais se faire au niveau des arrondissements, au lieu de la ville, une évolution dénoncée par les écologistes. « Certaines des normes plus strictes qui devaient à l'origine être introduites risquent d'être retardées », constate aussi M. Ma. ■

Brice Pedroletti

Prochain article : L'Allemagne.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS
Février 2009
www.lemonde.fr/dosdoc

- **L'homme et l'argent**
Source de pouvoir, indicateur social... l'argent envahit notre quotidien
- **Littérature**
Julien Gracq, l'éblouissement et la fureur
- **Les Clés de l'info**
L'essentiel de l'actualité dans un cahier de 8 pages

POUR TOUT SAVOIR, LE MEILLEUR DU MONDE

Adieu coquelicots, chardons, ivraie, mais aussi biodiversité

En 1970, le journaliste François-Henri de Virieu réalisait un documentaire visionnaire consacré à l'évolution du métier de paysan, baptisé *Adieu coquelicots*. Près de quarante ans plus tard, des scientifiques de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) lui donnent raison. La révolution agricole a décimé les fleurs des champs et les mauvaises herbes. Le paysage en souffre, mais ce n'est pas tout. Les scientifiques évoquent une perte de biodiversité importante, sans doute lourde de conséquences pour la faune des campagnes.

Les chercheurs de l'INRA de Dijon ont analysé 158 parcelles, plusieurs années de suite, à environ trente ans d'intervalle. « Nous avons la chance de disposer d'une série de relevés datant des années 1970 », explique Xavier Reboud, directeur de l'unité biologie et ges-

tion des adventices – les mauvaises herbes – à Dijon. Nous avons pu retourner exactement dans les mêmes parcelles et mesurer l'évolution. » Résultat : pratiquement la moitié des espèces de mauvaises herbes ont disparu. Un résultat, publié dans la revue *Biological Conservation* de janvier 2009, dont l'ampleur a « surpris » l'équipe. Les chercheurs ont retrouvé un tiers environ des espèces disparues au bord des parcelles. Il y a donc aujourd'hui plus de biodiversité autour des champs cultivés qu'à l'intérieur.

Ce résultat marque aussi un succès : les agriculteurs ont réussi à « nettoyer » leurs terres des ennemis des cultures et à augmenter considérablement les rendements. Ils ont rempli la mission qui leur avait été confiée : nourrir la population. Mais l'utilisation d'herbicides et d'engrais, les

labours profonds, l'utilisation de chaux pour amender les terres, l'irrigation ont détruit une partie de la flore, et sans doute de la faune des campagnes.

Pollinisateurs

Car les adventices, contrairement à leur mauvaise réputation, sont utiles. Leurs grains alimentent les oiseaux, leurs fleurs les insectes pollinisateurs. Les travaux menés au Muséum d'histoire naturelle sur les populations d'oiseaux communs, considérées comme un bon indicateur de biodiversité, le confirment. Entre 1989 et 2006, l'abondance des oiseaux communs a baissé de 30 % en milieu agricole et est restée stable dans les villes.

Faut-il en arriver à protéger les bleuets, les chardons, l'ivraie et le chiendent ? Sans aller jusque-là, M. Reboud estime qu'un « effort

particulier » devrait être fait pour préserver les bords des champs et des chemins, afin de « contribuer au maintien de la biodiversité ». Et dans les champs ? La division par deux de l'usage des pesticides, si possible d'ici à dix ans, fait partie des principaux chantiers du Grenelle de l'environnement.

Des pistes existent pour diminuer le recours aux produits chimiques. Mais remplacer les désherbants par du travail mécanique ne suffit pas. C'est tout le système de production, qui repose sur la spécialisation des cultures et l'utilisation préventive de la chimie, qui il faudra repenser pour parvenir à l'objectif. ■

Gaëlle Dupont

Sur le Web
http://www.inra.fr/ciag/revue_innovations_agronomiques/volume_3_decembre_2008